



Focus

L'ANSSI et le BSI publient leurs recommandations de sécurité concernant les assistants de programmation basés sur l'IA, 04/10/2024

<https://cyber.gouv.fr/actualites/lanssi-et-le-bsi-publient-leurs-recommandations-de-securite->

Ce document co-porté par l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) et le Bundesamt für Sicherheit in der Informationstechnik (BSI) fournit des recommandations pour une utilisation sécurisée des assistants de programmation basés sur l'IA.

Qu'est-ce que l'IA ? / Conseil National du Numérique, Institut National de Recherche en Informatique et en Automatique, 2024

<https://cafeia.org/wp-content/uploads/2024/09/Copy-of-Module-pedagogique-Quest-ce-que-lIA-.pdf>

En plus des nombreuses formations d'ores et déjà disponibles, le Conseil national du numérique produit une série de présentations librement accessibles.

Voici le premier module pédagogique sur le thème "Qu'est-ce que l'IA ?" élaboré en lien avec Frédéric Alexandre d'Inria.



Veille sectorielle

Action éducative/Sport - Action internationale/Europe

Aménagement et développement des territoires

Culture - Droit public/Citoyenneté/Institutions/Collectivités territoriales/Achats Publics

Economie - Emploi/Formation - Finances publiques/Gestion locale

Fonction publique/Statut - Information/Communication/TIC

Management/Ressources humaines

Outre-Mer - Sciences Humaines/Société - Sécurité civile et publique

Services techniques et transitions écologiques

Social/Santé



On vous signale une expérience

Action éducative/Restauration scolaire/Sport



Des agendas scolaires harmonisés avec les tournées de cars

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 30/09/2024, n° 2734, p. 44

<https://www.lagazettedescommunes.com/946614/des-agendas-scolaires-harmonises->

Grand Est 5,56 millions d'hab.

Dans trois établissements de la région, les emplois du temps des élèves ont été coordonnés pour améliorer le service de transport scolaire.

La charte de la rénovation des bâtis scolaires

Banquedesterritoires.fr, 19/09/2024

<https://www.banquedesterritoires.fr/la-charte-de-la-renovation-des-batis-scolaires>

La charte de la rénovation énergétique des établissements scolaires, élaborée par le Cerema et le CSTB en partenariat avec la Banque des Territoires, se structure autour de six dimensions clés et précise le rôle des différents acteurs impliqués. Ce document a pour vocation de créer un socle commun d'attentes et de bonnes pratiques à mettre en place par les collectivités dans l'élaboration de leur projet de rénovation de leur bâti scolaire.

Sommaire

- Un bilan très positif un an après
- A chaque échelon local sa solution
- Une dynamique partenariale pour le programme ÉduRénov
- Parution de la Charte de rénovation destinée aux élus

Aménagement et développement des territoires

Comment les retraités façonnent la structure sociale des villes françaises

Metropolitiques.eu, 30/09/2024

<https://metropolitiques.eu/Comment-les-retraites-faconnent-la-structure-sociale-des-villes->

Les recherches sur la ségrégation des villes françaises tiennent rarement compte de la population retraitée, dont le poids démographique est pourtant croissant. En l'intégrant à l'analyse, cette enquête offre une image renouvelée de la ségrégation entre les aires urbaines hexagonales.

Dossier - Villes et territoires intelligents

Cerema.fr, 19/09/2024

<https://www.cerema.fr/fr/actualites/dossier-villes-territoires-intelligents>

Au Cerema, la Fabric'O est un pôle d'expertise transversal qui travaille sur les enjeux et solutions pour la ville et les territoires intelligents, et développe des partenariats dans le domaine du numérique et des données au service de la durabilité des territoires.

Retrouvez dans ce dossier les axes de travail et les actualités qui présentent les projets menés par la Fabric'O au service des acteurs des territoires intelligents.

Le programme Petites villes de demain : vers un État start-up ?

Metropolitiques.eu, 02/09/2024

<https://metropolitiques.eu/Le-programme-Petites-villes-de-demain-vers-un-Etat-start-up.html>

La mise en œuvre du programme national Petites villes de demain repose en grande partie sur des chefs de projet. Comment s'insèrent-ils dans l'écosystème de l'ingénierie territoriale ? Qu'est-ce que leurs difficultés révèlent de ce retour de l'État dans les petites villes ?

[↩ Retour sommaire](#)

Culture

IA et bibliothèque : l'épreuve par 6

Livres hebdo, 10/2024, n° 46, p. 68-71

Conserver le patrimoine numérique tout en le rendant accessible, lutter contre les fausses informations, sensibiliser les citoyens aux nouvelles technologies . . . autant de missions des bibliothèques que l'intelligence artificielle peut faciliter. Mais à quel prix ? L'article apporte un début de réponse en six applications et un témoignage.

Les politiques culturelles, déconnectées, excluent trop souvent les catégories populaires

Observatoire des inégalités, 24/09/2024

<https://www.inegalites.fr/Les-politiques-culturelles-deconnectees-excluent-trop-souvent-les-categories>

Les politiques culturelles imposent un modèle dominant de la culture qui exclue trop souvent les catégories populaires et moyennes. C'est l'un des facteurs du rejet actuel du politique et des partis traditionnels. Le point de vue de Fabrice Raffin, sociologue, maître de conférences à l'université de Picardie Jules Verne, adapté d'une tribune initialement parue dans le journal Le Monde.

Réseaux sociaux : Comment les investir

Scène (La), 09/2024, n° 114, p. 154-155

Les lieux de spectacle vivant sont un peu à la traîne dans la quête des followers et des nouveaux publics.

Podcasts : comment se lancer

Scène (La), 09/2024, n° 114, p. 146-147

Ce média plébiscité par les grandes chaînes de radio et de télé (Radio France et Arte notamment) est encore peu présent dans les théâtres et de façon très hétérogène. Rencontre avec celles et ceux qui les font et les imaginent.

Politiques culturelles : les Départements en alerte rouge

Scène (La), 09/2024, n° 114, p. 142-143

Les conseils départementaux voient leur capacité à investir dans les champs de compétences non obligatoires réduite du fait des baisses de leurs recettes et des hausses des dépenses de solidarité.

Prendre soin [Dossier]

Scène (La), 09/2024, n° 114, p. 64-86

La crise sanitaire des années 2019-20 a révélé un profond malaise dans la relation que chacun entretenait avec son travail. Manque de considération, surcharge, addictions et comportements à risques, harcèlement, impact psychologique de la précarité. . .

Le constat est sévère, d'autant que tout le secteur culturel est resté dans le déni de cette réalité pendant des décennies. Aujourd'hui, les choses changent. Dans tous les métiers du spectacle vivant, l'heure est à la recherche de solutions et à l'expérimentation.

Droit public/Citoyenneté/Institutions/Collectivités territoriales/Achats publics



Démocratie locale : un projet de super assistant IA sert la participation

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 07/10/2024, n° 2735, p. 44

Grâce à l'intelligence artificielle, un cas d'usage innovant se structure entre la métropole de Rouen (71 communes 499 900 hab) et l'entreprise Delibia.

[Retour sommaire](#)

Réglementation funéraire : les apports du décret du 10 juillet

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 07/10/2024, n° 2735, p. 58-60

<https://www.lagazettedescommunes.com/947948/reglementation-funeraire-les-apports->

Le délai maximum pour faire procéder à l'inhumation, à la mise en caveau provisoire ou à la crémation du corps à compter du décès est porté de six jours ouvrés à quatorze jours calendaires. Les dispositions relatives aux scellés et aux plaques apposés sur les cercueils sont modifiées pour tenir compte des avancées technologiques en la matière. Une réécriture du régime des autorisations de transport de corps est faite, mais il ne s'agit que d'un simple toilettage de ces dispositions.

Mieux concevoir et négocier ses marchés informatiques

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 07/10/2024, n° 2735, p. 62-63

<https://www.lagazettedescommunes.com/948407/mieux-concevoir-et-negocier-ses-marches>

La question de la propriété intellectuelle est l'un des enjeux centraux des marchés portant sur l'acquisition d'un logiciel. Sans oublier que la distinction entre logiciel « standard » et logiciel « spécifique » est essentielle pour saisir les enjeux posés par ces types de marché. Revue de détails des questions à se poser avant de négocier son marché informatique.

Données démographiques : aide majeure à la décision [Dossier]

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 30/09/2024, n° 2734, p. 34-40

<https://www.lagazettedescommunes.com/949554/les-donnees-demographiques->

Les données démographiques en particulier, permettent de nourrir les décisions des collectivités et mesurer l'impact de leurs actions, sur des sujets aussi variés que les projections d'effectifs scolaires, le vieillissement de la population, l'action sociale...

Les démarches en lignes basées sur les attentes des usagers

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 30/09/2024, n° 2734, p. 50

<https://www.lagazettedescommunes.com/946825/les-demarches-en-ligne-basees->

Bordeaux métropole (Gironde) 28 communes 831 500 hab.

Le projet Pulse, lancé en 2021, vise à repenser les services numériques au prisme des aspirations des utilisateurs.

Achats : vers une définition pragmatique des besoins ?

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 30/09/2024, n° 2734, p. 56-57

<https://www.lagazettedescommunes.com/946749/achats-vers-une-definition-pragmatique>

Dans le cadre d'un marché public, la nature et l'étendue des besoins à satisfaire sont fixées avant le lancement de la consultation et conformément à des spécifications techniques. Le besoin peut être défini par référence à des normes, des documents équivalents et/ou en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles. Un acheteur ne peut attribuer un marché à un candidat qui ne respecterait pas l'une des prescriptions imposées par les documents du marché.



L'achat groupé : un outil au service des habitants

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 30/09/2024, n° 2734, p. 49

<https://www.lagazettedescommunes.com/947278/lachat-groupe-un-outil-au-service-des-habitants>

Ile-de-France 12,21 millions d'hab.

Par l'intermédiaire d'une société qui porte la commande, des collectivités proposent des achats groupés à la population.

Repenser les services publics à l'aune de l'urgence écologique

Banquedesterritoires.fr, 24/09/2024

<https://www.banquedesterritoires.fr/repenser-les-services-publics-laune-de-lurgence-ecologique>

Le collectif Nos Services publics publie son rapport "Les services publics au défi de la bifurcation écologique : un nouvel horizon pour le pacte social français ?". Qui passe notamment au crible la question des "conflits de besoin" dans plusieurs domaines : eau, logement, transports, santé, éducation, enseignement supérieur, emploi, financement et justice/sécurité.

[🔍 Retour sommaire](#)

"Ce qu'on n'a pas vraiment essayé, c'est le pouvoir horizontal" - Entretien avec Loïg CHESNAIS-GIRARD, Président de la Région Bretagne

Pouvoirs locaux, 09/2024, n° 125, p. 9-14

Dans le prolongement de ce qu'il est communément dénommé « l'acte II » de la décentralisation (2003-2004), ont été affirmés « le droit à l'expérimentation » et par là même le droit à la différenciation que vous appelez toujours de vos vœux aujourd'hui. De ce point de vue, la différenciation a-t-elle quelque chose à voir avec l'autonomie ? (cf. : votre proposition de réécrire l'article 73 de la Constitution). Si oui, de quelle autonomie parle-t-on ?...

Comment la participation peut-elle accompagner les transitions de demain ?

Horizons publics, 09/2024, n° 41, p. 96-99

Cette question a été au cœur des 8e Rencontres de la participation citoyenne qui se sont tenues à Toulouse en juillet 2024. Horizons publics a assisté à trois temps forts : un atelier en intelligence collective sur la manière de mener une démarche participative, la présentation de deux exemples inspirants de participation citoyenne à Marseille et Toulouse, et une présentation du Digital Participation System (DIPAS), système de participation citoyenne utilisé à Hambourg en Allemagne.

Les démissions des maires, mythe ou réalité ? [Dossier]

Horizons publics, 09/2024, n° 41, p. 32-83

Au sommaire :

- Ce qui se cache derrière les démissions des maires, par Anne-Cécile Douillet et Aurore Granero
- Statut de l' élu local : où en sommes-nous ? Propos recueillis par Aurore Granero
- Formation, aide entre pairs : des instruments pour lutter contre les démissions des maires ? par Aurore Granero
- Les maires face aux violences, propos recueillis par Aurore Granero
- Portraits de femmes maires dans les territoires ruraux, propos recueillis par Aurore Granero
- Michel Fournier : « une des principales causes de démission est liée au changement de configuration des collectivités. », propos recueillis par Aurore Granero
- Jean-Charles de Belly : « Faute de temps, les élu-es manquent d'engagement politique dans l'intercommunalité. », propos recueillis par Philippe Guichardaz

Villejuif : le budget participatif des agents, un outil d'action managériale

Horizons publics, 09/2024, n° 41, p. 10-11

En 2022, au sortir de la crise sanitaire du covid-19, Villejuif n'échappe pas à la crise du sens au travail. Les agents demandent à être davantage impliqués dans la conduite de projets. Émerge alors l'idée d'organiser un budget participatif qui leur serait dédié. Inédit pour une collectivité de cette taille (1300 agents), le dispositif prévoit une enveloppe de 200 000 euros, soit 100 000 euros annuels pour une édition à cheval entre 2023 et 2024.

Emploi/Formation

Les Cités de l'emploi font leurs preuves dans les quartiers

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 07/10/2024, n° 2735, p. 40-42

<https://www.lagazettedescommunes.com/948292/les-cites-de-lemploi-font-leurs-preuves>

Moins de la moitié des habitants des QPV ont un emploi, contre les deux tiers de ceux des environnements urbains. Les Cités de l'emploi ont permis d'accompagner 118 000 habitants de QPV et, souvent, de mieux fédérer localement les professionnels du secteur. Sans modèle imposé, les 84 Cités de l'emploi devaient améliorer le recours aux dispositifs existants, identifier les besoins non couverts et y répondre en innovant.

[↩ Retour sommaire](#)

Le CNFPT, porter la transition écologique au cœur des collectivités

Agenda-2030.fr, 02/10/2024

<https://www.agenda-2030.fr/a-la-une/mobiliser-pour-le-developpement-durable>

En 2024, le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT) réaffirme son engagement fort en matière de développement durable. L'établissement promeut son rôle moteur dans la transformation écologique des collectivités territoriales à l'occasion de la SEDD et au-delà.

Le marché de l'apprentissage en recherche de visibilité

Inffo formation (L'), 01/10/2024, n° 1083, p. 26-27

Dans un contexte d'instabilité politique et de forte tension budgétaire, une nouvelle ère s'ouvre pour le marché de l'apprentissage.

Conscients des enjeux de qualité et de financement, les CFA interrogent leur modèle économique et rappellent leurs propositions pour réguler et pérenniser le système.

Certifications professionnelles : Quelle trajectoire pour le répertoire spécifique ?

Inffo formation (L'), 01/10/2024, n° 1083, p. 2-3

Ce 20 septembre 2024 à Cannes, les CertifDays ont rassemblé certificateurs, financeurs, acteurs de la formation et employeurs autour de la certification professionnelle et tout particulièrement du Répertoire spécifique. L'occasion de revenir sur ses enjeux et sur une réforme structurante.

<https://www.francecompetences.fr/fiche/france-competences-publie-une-version-mise-a-jour>

La formation à la non-discrimination à l'embauche, un bilan en demi-teinte

Inffo formation (L'), 01/10/2024, n° 1083, p. 24-25

Depuis 2017, toute personne amenée à recruter dans une entreprise de plus de 300 salariés doit être formée à la non-discrimination à l'embauche. Le choix a été fait par le législateur de "donner un maximum de souplesse au dispositif". Cela a-t-il été un bon choix ? Éclairage avec la sociologue Marie Benedetto-Meyer.



Caluire-et-Cuire : la formation des agents, au cœur du projet d'administration bienveillante (69)

Localtis.info, 30/09/2024

<https://www.banquedesterritoires.fr/experience/caluire-et-cuire-la-formation-des-agents->

Caluire-et-Cuire est une commune apprenante : en plus des formations classiques qu'elle propose à ses agents, elle a mis en place une sorte d'école de formation interne baptisée TRUC2. Ces « Temps de rencontres utiles pour se connaître, se comprendre » fonctionnent sur un principe simple : la formation des agents par les agents.

Transition écologique : former, accompagner, embarquer les agents et les élus

Intercommunalités de France, 12/09/2024, 25 mn

<https://youtu.be/mxQ1cDCxM50?si=8LBj0txyElh4iJna>

Thomas Fromentin, vice-président ressources humaines et administration d'Intercommunalités de France et président de l'Agglo Foix-Varilhes, France Burgy, directrice générale du CNFPT et Vincent Breteau, DGS de la métropole d'Orléans, échangent sur l'évolution des pratiques des agents et des élus des collectivités territoriales en faveur de la transition écologique.

Une table-ronde organisée le 13 octobre à Orléans, où se déroulait la 33e Convention des Intercommunalités de France.

Finances publiques/Gestion locale

Quand d'un cours d'eau jaillit une cascade de questions

Actualité Juridique. Droit Administratif, 07/10/2024, n° 34/2024, p. 1839

Dans un arrêt publié au Bulletin, La Cour de cassation explicite la qualification d'une source en « eau publique et courante ». S'ensuit une interrogation sur la prescription de l'usage gratuit de cette eau de source et sur le principe de non-rétroactivité des actes administratifs concernant la délibération municipale relative au tarif de l'eau.

Cour de Cassation, 26 septembre 2024, pourvoi n° 22-19.915

[Retour sommaire](#)

Guide des imputations budgétaires et comptables en nomenclature M57, 01/10/2024

<https://www.collectivites-locales.gouv.fr/finances-locales/guide-des-imputations-budgetaires>

L'imputation comptable constitue un axe important de la qualité comptable

Le guide relatif aux imputations budgétaires et comptables est une aide à l'imputation budgétaire et comptable élaborée principalement, mais non exclusivement, à l'attention des « petites » collectivités locales. Ce guide n'a pas vocation à former un support réglementaire, mais constitue un support documentaire adapté qui doit permettre de sécuriser les imputations comptables.

Son périmètre est celui des comptes d'exécution budgétaire en M57 développée, limité aux seules opérations réelles.

France urbaine et l'Afigese mettent à disposition des collectivités volontaires un questionnaire RSE standard

Localtis.info, 10/2024

<https://www.banquedesterritoires.fr/france-urbaine-et-lafigese-mettent-disposition->

France urbaine et l'AFIGESE ont collaboré à l'élaboration d'un questionnaire permettant aux collectivités d'interroger leurs financeurs bancaires sur leurs pratiques RSE, en s'appuyant sur l'expertise de 3 ONG.

Dérapage des finances locales : La Banque postale calme Bercy

Lagazettedescommunes.com – Club Finances, 25/09/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/947239/derapage-des-finances-locales->

La note de conjoncture de La Banque postale publiée le 25 septembre indique une réelle dégradation des comptes publics locaux, mais bien moindre que celle projetée par Bercy. Explications.

Micro-Macro : une situation financière préoccupante

Pouvoirs locaux, 09/2024, n° 125, p. 71-75

La Cour des comptes a publié le 22 juillet 2024 son rapport annuel sur la situation financière des collectivités territoriales, telle qu'elle résulte de l'examen de leurs comptes de l'année 2023. Après une année 2022 très favorable, l'année 2023 est marquée par une détérioration globale de la situation financière des collectivités et par une divergence des situations financières des trois grandes catégories de collectivités. Dans l'ensemble, les communes et intercommunalités ont continué à connaître une bonne situation financière. En revanche, celle des régions s'est repliée et celle des départements s'est dégradée. Une situation financière moins favorable qu'attendu et l'absence de dispositif de mise en œuvre des objectifs de la loi de programmation des finances publiques 2023-2027 rendent incertaine la participation des collectivités au redressement des finances publiques.

Le crowdfunding dans les collectivités territoriales : une analyse des caractéristiques des contributeurs et de leurs connaissances et perceptions du crowdfunding public

Question(s) de management, 2024, n° 3, p. 55-67

<https://shs.cairn.info/revue-questions-de-management-2024-3-page-55?lang=fr&tab=texte-integral>

Notre étude a pour objet d'identifier les caractéristiques des contributeurs des campagnes de crowdfunding public et leurs connaissances et perceptions de ces opérations. Elle complète les études existantes et devrait permettre aux collectivités territoriales et aux plateformes d'orienter les campagnes de crowdfunding et de développer des stratégies pour rassembler au sein de communautés des contributeurs.

Les finances publiques locales 2024 - Fascicule 2 / Cour des comptes, 2024, 111 p.

<https://www.ccomptes.fr/fr/publications/les-finances-publiques-locales-2024-fascicule-2>

La Cour des comptes publie le second fascicule de son rapport annuel sur les finances publiques locales. Dans un premier fascicule, publié en juillet dernier, la Cour avait constaté qu'après une année 2022 très favorable, l'année 2023 avait été marquée par une détérioration globale de la situation financière des collectivités territoriales. Dans ce second rapport, la Cour souligne que le déficit global des collectivités va fortement s'accroître en 2024, en raison de dépenses particulièrement dynamiques. Les objectifs de la loi de programmation des finances publiques 2023-2027 ne seront pas atteints en 2024 et deviennent de plus en plus hypothétiques. À la suite de la demande adressée le 8 mars 2024 par M. Gabriel Attal, alors Premier ministre, la Cour présente un ensemble de mesures afin que les collectivités contribuent à l'indispensable redressement des finances publiques.

[↩ Retour sommaire](#)

Fonction publique/Statut

L'insuffisance professionnelle : plus taboue mais peu utilisée

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 07/10/2024, n° 2735, p. 24-26
<https://www.lagazettedescommunes.com/948030/insuffisance-professionnelle-plus-taboue->

Alors que le statut permet de licencier un agent en raison de son incompétence, peu de collectivités utilisent cette procédure. Raison possible : la lourdeur des procédures.

Audition libre : quels droits pour l'agent auditionné ?

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 07/10/2024, n° 2735, p. 54-56

Selon les éléments dont dispose l'enquêteur à propos de l'agent, il s'agira d'une audition libre, dite « suspect » ou « témoin ».

Dans le cadre de l'audition libre « suspect », l'assistance de l'avocat est prévue lorsque l'infraction est sanctionnée d'une peine d'emprisonnement.

Le juge constitutionnel reconnaît que l'agent soumis à la procédure de l'audition libre doit bénéficier de la protection fonctionnelle.

Les conseillers socioéducatifs territoriaux [Dix questions]

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 07/10/2024, n° 2735, p. 30-31

Dans les départements, les conseillers territoriaux socioéducatifs (CSE) peuvent occuper les emplois de responsable de circonscription et de conseiller technique.

L'essentiel des postes est pourvu après inscription sur liste d'aptitude établie à l'issue d'un concours interne. Seuls 10 à 20 % des postes sont ouverts aux concours externes.

Elle est possible lors de la nomination dans le cadre d'emplois, pour les CSE employés et rémunérés dans des fonctions similaires dans le secteur public ou privé.

Spécial primes 2024 / Centre de Gestion de la FPT de la Grande Couronne Ile-de-France, 30/09/2024, 66 p.

<https://archives.lagazettedescommunes.com/archives/DetailCahier/id/41004537>

Le guide des primes est divisé en quatre parties : le cadre juridique, les primes liées aux grades, les primes liées aux fonctions, les frais de déplacement

"Les agents sont mis en situation de décevoir"

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 30/09/2024, n° 2734, p. 22-23

Entretien avec Claire Lemerrier, historienne et coautrice du livre "La haine des fonctionnaires" (éd. Amsterdam, 09/2024).

L'allocation temporaire d'invalidité des agents (Dix questions)

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 30/09/2024, p. 32-33

<https://www.lagazettedescommunes.com/947233/lallocation-temporaire-dinvalidite->

- Conditions

L'allocation temporaire d'invalidité (ATI) est versée en cas d'invalidité résultant d'un accident de service ayant entraîné une incapacité permanente d'au moins 10 % ou d'une maladie professionnelle.

- Distinction

L'ATI doit être distinguée de l'allocation d'invalidité temporaire (AIT), qui a vocation à être versée aux fonctionnaires temporairement inaptes à exercer leurs fonctions.

- Durée

L'allocation temporaire d'invalidité est accordée pour une période de cinq ans.

A son terme, les droits du fonctionnaire font l'objet d'un nouvel examen.

Agents publics : Le visionnage des images de vidéoprotection

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 30/09/2024, n° 2734, p. 61

<https://www.lagazettedescommunes.com/947147/le-visionnage-des-images-de->

Les agents territoriaux, non policiers municipaux, peuvent aussi visionner les images prises sur la voie publique.

[↩ Retour sommaire](#)

Les emplois publics - Vers de nouveaux envois [Dossier]

Pouvoirs locaux, 09/2024, n° 125, p. 44-70

Poser un diagnostic sur l'emploi public en France, c'est mettre en lumière l'invisibilité et le manque d'attractivité actuel de ce secteur. Le Syndicat National des Directeurs Généraux des Collectivités Territoriales (SNDGCI), par la voix d'Hélène Guillet, plaide pour une réforme audacieuse qui réaffirme la valeur de ces emplois et répond aux nouveaux besoins des collectivités locales. En revisitant les processus de recrutement, en valorisant les carrières et en améliorant les conditions de travail, le texte propose des solutions concrètes pour revitaliser l'attrait du secteur public. L'auteur met également en avant le rôle essentiel des élus et des médias dans la promotion de l'emploi public, tout en soulignant la diversité des situations locales et la nécessité d'adapter les politiques de ressources humaines en conséquence. Par des initiatives telles que le développement de la troisième voie, la révision des concours et la mise en place de programmes de mentorat, il appelle à une modernisation urgente pour attirer les jeunes générations et renforcer la vitalité de ce pilier fondamental de la société française.

Au sommaire :

- L'emploi public : une vitalité réelle à valoriser et soutenir
- Les remèdes structurels au manque d'attractivité des emplois publics
- Fonction publique : face à la crise d'identité, stimuler le collectif apprenant
- Transition écologique et désaffection des jeunes pour l'emploi public en France
- Le digital dans les collectivités territoriales
- Le défi de l'innovation managériale dans les collectivités territoriales

Information/Communication/TIC

Comment ChatGPT sape la motivation à écrire et penser par soi-même

TheConversation.com, 07/10/2024

<https://theconversation.com/comment-chatgpt-sape-la-motivation-a-ecrire-et-penser>

Les étudiants qui ont recours à l'IA ne risquent-ils pas de perdre certaines habitudes d'écriture précieuses pour leur réflexion et leur créativité ? Ils sont conscients que les nouveaux outils peuvent modifier leur style et il leur arrive de se sentir dépossédés de leurs textes. Enquête aux États-Unis et en Europe.

E-administration : quelle politique pour les exclus du numérique ?

Vie-publique.fr, 01/10/2024

<https://www.vie-publique.fr/eclairage/18930-dematerialisation-quelle-politique-pour>

Si la dématérialisation des services publics simplifie les démarches pour une grande partie des usagers, elle en exclut également certains. Un tiers de la population est encore aujourd'hui éloigné du numérique. Face à ce phénomène social, quelles sont les réponses des pouvoirs publics ?

Sommaire :

- Les inégalités face au numérique
- Les plans nationaux pour un numérique inclusif
- Les maisons et bus France services
- Les plans "téléphone" dans les services publics

IA dans la fonction publique : Une (R)évolution nécessaire ? [Dossier]

WEKA le mag, 09/2024, n° 17, p.28-39

Vidéosurveillance, chatbots, retranscriptions de réunion, reconnaissance faciale, etc. En un peu plus d'un an, l'intelligence artificielle (IA) a fait des pas de géant. Saut technologique majeur, l'IA déroute autant qu'elle fascine et apporte indéniablement quelque chose de nouveau dans notre conception et notre rapport au travail. Pour autant, quels sont ses contours ? Pour la Commission de l'intelligence artificielle, à l'occasion de son rapport Notre ambition pour la France du 15 mars 2024, l'IA ne doit susciter "ni excès de pessimisme, ni excès d'optimisme".

On fait le point.

[☞ Retour sommaire](#)

Management/Ressources humaines



L'activité physique, moteur de la cohésion des équipes

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 07/10/2024, p. 28

Au conseil départemental des Ardennes, un « morning live » en ligne a impulsé un large plan intégrant du sport dans le travail.

Les leçons de management du secteur public au privé... et inversement

Monde (Le), 03/10/2024, p. 17

<https://www.lemonde.fr/emploi/article/2024/10/02/les-lecons-de-management-du-secteur-public->

Si les deux mondes semblent diamétralement opposés, le public pourrait gagner à simplifier la gestion des carrières, et le privé à donner davantage de sens au travail.



La ville d'Antony se dote d'un chatbot RH

Smartcitymag.fr, 02/10/2024

<https://www.smartcitymag.fr/article/1504/la-ville-d-antony-se-dote-d-un-chatbot-rh>

La collectivité lance une expérimentation à base d'IA pour soutenir ses ressources humaines. Ce projet, mené avec Inetum et Microsoft, est une première étape avant de dupliquer l'outil à l'attention des administrés, pour l'accueil en mairie.

Ces employeurs qui font bouger les lignes du dialogue social

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 30/09/2024, n° 2734, p. 24-26

<https://www.lagazettedescommunes.com/947594/ces-employeurs-qui-font-bouger-les-lignes->

Toutes les collectivités doivent formaliser leurs lignes directrices de gestion des ressources humaines (LDG). Mais certaines dépassent cette obligation réglementaire pour s'entendre plus largement, avec leurs agents, sur leurs politiques en la matière.

Jeunes managers : comment bien les accompagner ?

Culture-rh.com, 30/09/2024

<https://culture-rh.com/jeunes-managers-comment-accompagner-soutenir/>

Pas facile d'être un jeune manager. L'enthousiasme des jeunes générations se retrouve souvent confronté avec difficulté aux réalités du management. Alors, comment aider ces jeunes ambitieux et enthousiastes à le rester ?

Test burn out : comment identifier si votre salarié est en burn out ?

Culture-rh.com, 25/09/2024

<https://culture-rh.com/test-burn-out/>

Le burn-out n'est pas un simple phénomène de mode, et aujourd'hui encore de nombreux salariés en souffrent. Comment identifier les salariés en burn-out et comment leur venir en aide ?

Télétravail, retour au bureau... comment bien travailler ensemble

TheConversation.com, 23/09/2024

<https://theconversation.com/teletravail-retour-au-bureau-comment-bien-travailler-ensemble-238385>

Alors qu'Amazon annonce le retour général au bureau de son personnel administratif, la fin du télétravail n'est-elle pas la solution d'un problème mal posé ?

Le codev en équipe : du manager-coach au collaborateur-coach

Horizons publics, 09/2024, n° 41, p. 92-95

Vous avez probablement entendu parler du manager-coach qui utilise des techniques de coaching pour encadrer son équipe. Le manager-coach ne se contente pas de gérer les tâches et les objectifs, il joue un rôle plus orienté vers le mentorat, le soutien et l'encouragement de son équipe, c'est-à-dire plus d'écoute active, de responsabilisation, de développement personnel, etc. Nous vous proposons maintenant de découvrir la posture du collaborateur-coach avec l'approche du codev en équipe.

[Retour sommaire](#)



Saint-Médard-en-Jalles innove la petite enfance

WEKA le mag, 09/2024, n° 17, p. 44-45

La commune de Saint-Médard-en-Jalles s'engage à une meilleure qualité de vie au travail de ses agents de la petite enfance. Formations, achats de nouveaux matériels, capsules vidéo pour corriger les postures : ce plan se déploie en plusieurs actions qui s'étaleront sur trois années.

Outre-Mer

Outre-mer : inégalités et retards de développement

Vie-publique.fr, 01/10/2024

<https://www.vie-publique.fr/eclairage/19624-outre-mer-inegalites-et-retards-de-developpement>

Les mouvements contre la vie chère et les grèves qui ont traversé les départements d'outre-mer (DOM) ces dernières années (en Guyane en 2017, à Mayotte en 2018, en Guadeloupe en 2021 ou en Martinique en 2024) soulignent la persistance, voire l'aggravation des fragilités économiques et sociales des territoires ultramarins.

Outre-mer : l'échec du plan eau

Lagazettedescommunes.com – Club Techni.cités, 01/10/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/948127/outre-mer-lechec-du-plan-eau>

Publié deux ans après sa rédaction, un rapport conjoint du CGEDD et de l'IGA pointe l'échec du plan eau DOM. Dans le meilleur des cas, seulement 25% des objectifs seront atteints à l'échéance en 2026.

Outre-mer, les batailles de la terre (4/4) : En Polynésie, les territoires jalouxés des missionnaires / Monde (Le), 27/09/2024, p. 21

<https://www.lemonde.fr/outre-mer/article/2024/09/26/en-polynesie-francaise-les-terres-jalousees>

Dans les îles ferventes de Polynésie française, l'Eglise catholique est un important propriétaire terrien. Un héritage parfois remis en question par des habitants touchés par la pression foncière.

La vie chère en Outre-mer : un problème de longue date

Lemonde.fr, 26/09/2024

<https://www.lemonde.fr/politique/article/2024/09/26/la-vie-chere-en-outre-mer-un->

Alors que des mouvements de protestation sont apparus en Martinique et à La Réunion, les réformes structurelles manquent. La gauche appelle le premier ministre à « retrouver un volontarisme politique » sur le sujet.

Union européenne et Outre-mer : entre association et intégration

Vie-publique.fr, 24/09/2024

<https://www.vie-publique.fr/eclairage/19626-lunion-europeenne-et-les-outre-mer-entre->

La relation entre l'Union européenne (UE) et les Outre-mer n'a cessé de se développer depuis le traité de Rome de 1957. L'UE distingue deux catégories de territoires : les régions ultrapériphériques (RUP) et les pays et territoires d'Outre-mer (PTOM) dont le degré d'autonomie à l'égard de l'Union est plus important.

Miquelon : la réalité d'un village qui se déplace, 20/09/2024

<https://www.enviesdeville.fr/transition-ecologique/miquelon-village-qui-se-deplace/>

Face à la montée des eaux et à l'érosion côtière, accélérées par le changement climatique, de plus en plus de collectivités réfléchissent à « déplacer » leurs administrés. Un défi humain et urbain.

[↩ Retour sommaire](#)

Vieillissements et accompagnements des personnes âgées dans les Outre-mer [Dossier]

Gérontologie et société, 2024, n° 2, p. 6-144

<https://shs.cairn.info/revue-gerontologie-et-societe-2024-2?lang=fr>

Ces dernières décennies, les territoires ultramarins ont connu des mutations sociales et démographiques très importantes. Ces évolutions sont source de défis pour l'ensemble des acteurs locaux, pouvoirs publics ainsi que les personnes concernées elles-mêmes. L'évolution du vieillissement démographique, les niveaux de fécondité, l'intensité des émigrations des jeunes générations, les conditions de vie et l'état de santé des personnes âgées et de leurs aidants étant disparates selon les territoires, un constat général ne peut être opéré. Une approche appréhendant les spécificités des territoires et des enjeux est nécessaire. Ce numéro de Gérontologie et société devait donc permettre de prendre en compte la pluralité de ces dimensions.

Ses huit contributions s'intéressent à différents territoires d'Outre-mer (Polynésie française, Antilles, Océan Indien). Elles explorent des dispositifs prenant en compte les spécificités médicales des populations âgées ultramarines, leurs conditions de vie ainsi que leurs conséquences lors des périodes de difficultés physiques ou cognitives. Elles abordent également les spécificités et enjeux de la prise en charge des personnes âgées par les proches, via le développement de solutions alternatives ou encore la construction de réponses institutionnelles. Enfin, de manière plus transversale, elles permettent d'appréhender les interactions entre vieillissement démographique et enjeux plus généraux, qu'ils soient écologiques ou socioéconomiques.

Sciences Humaines/Société

Quand les regards se croisent !

Libération, 28/09/2024

Comment l'art, la culture, la science ou l'apport d'autres cultures permettent-ils de dessiner le futur des territoires ? Une journée de débats organisée par le Parlement des Liens et Libération à Uzès.

Entretien avec Frédéric Gilli : "nous avons toutes les cartes en main pour préparer la France de 2050"

Horizons publics, 09/2024, n° 41, p. 22-31

Professeur à Science-Po, cofondateur de la revue Métropolitiques et associé de l'agence Grand Public, Frédéric Gilli est statisticien-économiste et docteur en économie. Il vient de publier avec les géographes Aurélien Delpirou et Martin Vanier, un atlas prospectif "La France en perspectives. Imaginer 2050". Cet ouvrage est une invitation à se projeter dans les vingt-cinq prochaines années pour anticiper les nouveaux enjeux et équilibres auxquels la France sera confrontée.

Sécurité civile et publique

Petites villes de demain 2020-2026 (1) : enjeux de sécurité et police municipale

Fiches pratiques de la police territoriale, 10/2024, 2 p.

<https://www.lagazettedescommunes.com/943248/petites-villes-de-demain-2020-2026->

Le programme Petites villes de demain vise à accompagner les maires des petites communes fragilisées dans l'élaboration et le développement de leur projet de territoire. Il s'adresse à des communes de moins de 20 000 habitants exerçant des fonctions de centralité et présentant des signes de fragilité.

[Retour sommaire](#)

Lutte contre les dérives sectaires : que retenir de la loi du 10 mai 2024 ?

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 30/09/2024, n° 2734, p. 58-59

<https://www.lagazettedescommunes.com/946787/lutte-contre-les-derives-sectaires->

La mission interministérielle Miviludes voit son rôle renforcé par le biais du développement des échanges avec les services publics, notamment locaux. Avec la loi du 10 mai 2024, le législateur a élargi les catégories d'associations susceptibles d'intervenir en matière de dérives sectaires et d'exercer les droits de la partie civile. Le législateur a choisi de créer un nouveau délit d'abus de faiblesse sectaire, deux circonstances aggravantes, et allonge certains délais de prescription.

Inondations : un rapport du Sénat plaide pour un meilleur accompagnement des communes

Maire-info.com, 26/09/2024

<https://www.maire-info.com/article.asp?param=28942>

Une vingtaine de recommandations a été formulée dans un rapport d'information du Sénat pour repenser la politique publique de lutte contre les inondations allant de la prévention, à la gestion de crise jusqu'à l'indemnisation des sinistrés.

<https://www.senat.fr/notice-rapport/2023/r23-775-notice.html>

<https://www.senat.fr/rap/r23-775/r23-775-syn.pdf>

Retour d'expérience : usages et mésusages [Dossier]

LIREC - lettre d'information sur les risques et les crises, 09/2024, n° 72, p. 5-25

https://www.ihemi.fr/sites/default/files/publications/files/2024-09/ihemi_lirec_72_num.pdf

"Si dans de nombreuses entreprises, la pratique du RETEX est chose commune et passée dans les mœurs, l'administration peine parfois à pratiquer cet exercice pourtant indispensable pour mieux prévenir les crises, atténuer leurs effets, apprendre du passé pour aborder l'avenir mieux armés (...)

Ceci étant dit, pourquoi la pratique du retour d'expérience n'est-elle pas systématisée et plus répandue partout, y compris dans les administrations ? S'agit-il d'un exercice trop lié aux services opérationnels qui la pratiquent pour que les directions centrales y trouvent leur compte ? Surtout, l'exercice doit rester compatible avec les exigences liées aux procédures en cours, lorsque la gestion de crise fait l'objet d'une enquête administrative ou judiciaire.

Au sommaire de ce dossier :

- Le RETEX, rempart des crises futures – François VERNOUX
- Apports et défis du RETEX – Jean-Luc WYBO
- 1988-2018 : trente ans de RETEX – Nicole KLEIN
- Le retour d'expérience, démarche d'amélioration exigeant méthode, objectivité et humilité – Richard LIZUREY
- Du bon usage des RETEX – Marc BURG
- Retour d'expérience (RETEX) : usages et mésusages – Claude D'HARCOURT

Services techniques et transitions écologiques

Propreté : tous concernés [Dossier]

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 07/10/2024, n° 2735, p. 34-39

Le temps où l'on concevait la propreté urbaine à travers les seules activités de balayage et de nettoyage est révolu. Pour soulager les agents qui y sont affectés, les collectivités mettent en place des stratégies en amont et sur le long terme.

Les services techniques dédiés à la propreté urbaine intègrent désormais, dans certaines communes, de nouveaux profils. Médiateurs, animateurs et communicants font leur entrée et apportent leurs compétences en matière de sensibilisation.

Pour toucher le plus grand nombre de personnes possible, les collectivités peuvent compter sur des collectifs d'habitants bénévoles et intervenir dans les écoles. Les articles dans les journaux municipaux et les affichages font aussi effet.

[☞ Retour sommaire](#)

Environnement : «Eviter-réduire-compenser : cette séquence est un échec»

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 07/10/2024, n° 2735, p. 22-23

<https://www.lagazettedescommunes.com/948122/brian-padilla-eviter-reduire-compenser>

Ecologue au Muséum national d'histoire naturelle, Brian Padilla s'intéresse aux conséquences de l'artificialisation des sols sur la biodiversité. Pour «La Gazette», il évoque la séquence « ERC » (éviter, réduire, compenser). Elle a été introduite dans le code de l'environnement et, en conséquence, dans le droit français, en 1976. Renforcée en 2016 par la loi pour la reconquête de la biodiversité, elle « vise une absence de perte nette de biodiversité dans la conception puis la réalisation des projets d'aménagement du territoire ». Cette approche porte-t-elle ses fruits ?

Aux Pays-Bas, se protéger des inondations est une question de culture

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 07/10/2024, n° 2735, p. 46-47

Les Pays-Bas sont protégés des inondations par un vaste réseau d'ouvrages hydrauliques. Mais le changement climatique impose de nouvelles ambitions.

Si l'Etat est le principal pilote de cette politique de gestion de l'eau, les collectivités jouent un rôle important. Ce tandem est la source d'une efficacité démontrée.

A l'image de la ville de Kampen, les risques liés au changement climatique sont anticipés, leurs impacts mesurés et une série de mesures préventives adoptées.

Une zone de rejet plus écologique où passent les eaux traitées

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 07/10/2024, n° 2735, p. 45

<https://www.lagazettedescommunes.com/949045/une-zone-de-rejet-plus-ecologique-ou->

Avant de se déverser dans le fleuve côtier, les eaux qui sortent de la station d'épuration de la Régie des eaux du pays d'Aix (Bouches-du-Rhône, 13 communes - 45 000 abonnés pour les eaux usées) traversent une zone végétalisée qui imite la nature.

Climat Libé Tour : Canicule, Grenoble cherche des pistes [dossier]

Libération, 03/10/2024, n° 13451, supp climat p. I-VIII

<https://www.liberation.fr/forums/adapter-la-ville-vert-linfini-et-au-dela>

Végétalisation des cours de récré, mise en place d'îlots de verdure, réhabilitation des immeubles ...La métropole de Grenoble, pionnière en matière de transition écologique, développe de nombreux dispositifs face au réchauffement climatique.

L'auteur du Giec François Gemenne et la spécialiste en urbanisme et aménagement du territoire Magali Talandier croisent leurs regards sur les déplacements de population liés au réchauffement. Un phénomène plus présent qu'on ne le pense en France.

Avec le réchauffement climatique, les glaciers rabotés révèlent une nouvelle vie sauvage. Une manne pour les scientifiques.

<https://www.liberation.fr/environnement/francois-gemenne-un-quart-de-la-population->

<https://www.liberation.fr/forums/sur-les-terrains-postglaciaires-des-alpes-ou-renait-la-vie>

Quel rôle pour les ingénieurs au niveau des territoires ?

Techniques-ingenieur.fr, 25/09/2024

<https://www.techniques-ingenieur.fr/actualite/articles/quel-role-pour-les-ingenieurs->

L'ingénieur véhicule souvent une image en rapport avec le développement de solutions innovantes, au sein de grandes entreprises, de start-up, dans les usines... mais qu'en est-il du rôle, fondamental, des ingénieurs territoriaux pour la réindustrialisation et la transition énergétique ?

Les risques sanitaires posés par la végétalisation des villes

Polytechnique-insights.com, 25/09/2024

<https://www.polytechnique-insights.com/tribunes/planete/les-risques-sanitaires-poses->

Face aux retombées du changement climatique en cours, végétaliser les villes est l'une des solutions d'adaptation promues. En multipliant les éléments naturels en ville comme la végétation et les plans d'eau, l'approche permet de répondre à plusieurs des Objectifs de développement durable (ODD) adoptés par les Nations unies en 2015. La végétalisation améliore le bien-être et la santé des citoyens et réduit les risques naturels comme les inondations.

[Retour sommaire](#)

Schéma Directeur d'Aménagement Lumière : Définir et planifier l'éclairage public des collectivités

Cerema.fr, 16/09/2024

<https://www.cerema.fr/fr/actualites/schema-directeur-amenagement-lumiere-definir-planifier>

Dans l'objectif d'aider les collectivités à se doter d'un schéma directeur d'aménagement lumière (SDAL), le syndicat de gestion des énergies de la région lyonnaise (SIGERLy) et le Cerema ont noué un partenariat public-public pour construire une méthode de travail commune et accompagner la réalisation du SDAL de six communes situées dans l'ouest lyonnais.

La sobriété nous oblige à remettre en question nos schémas de pensée

Monde (Le), 13/09/2024, p. 4

<https://www.lemonde.fr/planete/article/2024/09/13/la-sobriete-est-mal-percue->

Le philosophe Pierre Charbonnier et la chercheuse Yamina Saheb échangent, pour « Le Monde », autour de cette notion qui prend un sens particulier en français. Elle sera au cœur de plusieurs discussions et conférences de La Nuit de l'énergie, organisée par l'École normale supérieure le 20 septembre.

Le "donut", une nouvelle boussole pour penser l'avenir des territoires

Horizons publics, 09/2024, n° 41, p. 86-91

Grenoble est la première ville française à avoir réalisé un "portrait donut" de son territoire visant à réaliser un diagnostic à 360 degrés, en prenant en compte la théorie du "donut". Retour sur les différentes étapes et les limites de cette démarche pionnière - Grenoble 2040 - dont l'objectif est d'assurer aux générations futures une ville écologiquement sûre et socialement juste.



Montrouge se rêve en "ceinture verte"

Horizons publics, 09/2024, n° 41, p. 12-13

Cinquième ville la plus dense de France (25 000 hab./km²) et confrontée à des canicules à répétition avec le réchauffement climatique, Montrouge (Hauts-de-Seine) a engagé depuis quelques années une politique volontaire de végétalisation pour transformer son centre-ville. Objectif : s'appuyer sur la nature pour rafraîchir la ville.

Social/Santé

Le mode de financement des crèches à nouveau sur la sellette

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 07/10/2024, n° 2735, p. 8-10

<https://www.lagazettedescommunes.com/948791/le-mode-de-financement-des-crèches->

Dans son enquête sur les maltraitements en crèche, le journaliste Victor Castanet pointe les dysfonctionnements d'un modèle de financement qui n'incite pas à la qualité d'accueil. Un livre choc, qui fait réagir plusieurs élus de grandes villes de France.

Le fonds départemental de compensation du handicap : entre complexité juridique et solidarité nationale

Actualité Juridique. Droit Administratif, 07/10/2024, n° 34/2024, p. 1868-1872

Le Conseil d'Etat rejette le recours en annulation introduit contre le décret du 25 avril 2022 relatif à l'amélioration des fonds départementaux de compensation du handicap. Si le juge rejette rapidement les éléments de légalité externe, il est conduit à questionner notre République sociale au prisme du handicap et du reste à charge dans le cadre des dispositifs de compensation.

Conseil d'Etat, 9 novembre 2023, Association APF France Handicap, n° 465268

<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000048384859>

L'impossible équation économique des Ehpad

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 30/09/2024, n° 2734, p. 8-10

<https://www.lagazettedescommunes.com/947548/l'impossible-equation-economique-des-ehpad/>

Alors que le "mur démographique" se rapproche - le nombre de personnes âgées dépendantes va exploser à partir de 2030 - les Ehpad sont exsangues. Et les pouvoirs publics, eux-mêmes endettés, apportent peu de solutions.

[Retour sommaire](#)

Haltes soins addictions : la délicate cohabitation entre riverains et consommateurs

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 30/09/2024, n° 2734, p. 46-47

<https://www.lagazettedescommunes.com/946605>

Pourquoi ? L'intérêt des haltes soins addictions est d'offrir aux consommateurs de drogue un lieu d'accueil sécurisé et répondant aux meilleures normes d'hygiène possible.

Pour qui ? Les haltes soins addictions- s'adressent à tous les consommateurs, sans distinction.

On y retrouve ainsi des personnes insérées, comme des sans-abris.

Comment ? Les deux haltes soins addictions existant aujourd'hui en France sont adossés à un établissement hospitalier, et leur gestion est confiée à une association.

Contre les déserts médicaux, des médecins prennent le bus

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 30/09/2024, p. 42-43

<https://www.lagazettedescommunes.com/946822/contre-les-deserts-medicaux->

Pourquoi ? La possibilité de consulter un médecin s'éloigne, au fil du temps, d'un nombre croissant d'habitants, dans le monde rural, mais aussi dans certains quartiers urbains.

Pour qui ? Les dispositifs de médecine mobile s'adressent aux personnes éloignées des soins du fait de leur difficulté à parcourir la distance pour consulter ou pour des raisons sociales.

Comment ?

Des collectivités organisent des dispositifs de médecine mobile pour amener au plus près des habitants des consultations assurées sur place ou via la télémédecine.

Ehpad : comment "reconstruire" un modèle confronté à de graves difficultés ?

Vie publique, 30/09/2024

<https://www.vie-publique.fr/en-bref/295495-ehpad-une-situation-financiere-degradee-selon-le-senat>

Un rapport du Sénat dresse un tableau dégradé sur la situation des Ehpad. Crise financière, pénurie de personnels, maltraitance... la crise des Ehpad provient de plusieurs facteurs et suppose certains changements. Les trois rapporteurs proposent des pistes d'amélioration face à un modèle qui "apparaît à bout de souffle".

<https://www.senat.fr/salle-de-presse/dernieres-conferences-de-presse>

La nature est une infrastructure qui soutient le bien-être de l'humanité

Libération, 28/09/2024

Dans un livre aussi enthousiasmant que savant, la biologiste britannique Kathy Willis expose vingt ans de découvertes scientifiques prouvant qu'être en contact avec les arbres, les chants d'oiseaux ou simplement un peu de verdure est (très) bon pour notre santé physique et mentale.



Dans le Loiret, l'expérimentation du RSA rénové séduit [Podcast]

France culture, 26/09/2024, 4 mn

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/le-reportage-de-la-redaction>

Depuis fin 2023, 18 départements expérimentent une version réformée du RSA, le revenu de solidarité active. Le département du Loiret fait partie des premiers départements volontaires pour participer à l'expérimentation. A Montargis, plus de 2300 personnes sont désormais suivies.

L'éco-anxiété, phénomène contemporain [Podcast]

France Inter, 25/09/2024, 33 mn

<https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/la-terre-au-carre/la-terre-au-carre->

Quelles sont les racines de l'éco-anxiété ? Comment a évolué ce concept et à quelle réalité correspond-il sur le terrain ? Est-elle un frein ou un moteur ? Comment y répondre ?

Les 4 recommandations des élus petite enfance pour en finir avec les crèches « low-cost »

Lesprodelapetiteenfance.fr, 24/09/2024

<https://lesprodelapetiteenfance.fr/les-4-recommandations-des-elus-petite-enfance->

Les adjoints élus petite enfance montent au créneau contre la marchandisation des modes d'accueil, suite à la publication du livre de Victor Castanet. Ils réclament une réforme profonde du système.

[Retour sommaire](#)

Rapport d'information sur la recentralisation du revenu de solidarité active / BAZIN Arnaud, BOCQUET Eric
Sénat, 24/09/2024, 126 p.

<https://www.senat.fr/notice-rapport/2023/r23-771-notice.html>

En application de l'article 57 de la loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances, Arnaud Bazin et Éric Bocquet, rapporteurs spéciaux de la commission des finances pour la mission « Solidarité, insertion et égalité des chances », ont mené un contrôle budgétaire sur la recentralisation expérimentale du revenu de solidarité active (RSA).

La solitude, un enjeu de santé publique

Pouvoirs locaux, 09/2024, n° 125, p. 83-92

Onze millions de Français disent aujourd'hui souffrir de solitude. Dès lors, la situation intime s'efface pour laisser la place à un véritable enjeu de santé publique. Si l'on peut considérer qu'il relève de l'État-providence de remédier à ce problème sanitaire, est-ce que la réponse curative actuellement apportée par les politiques publiques de santé est suffisante ? En effet, le coût engendré par une prise en charge a posteriori interroge sur la soutenabilité des finances publiques à cet égard, et la logique de traiter les conséquences de la solitude au lieu de ses causes amène à se questionner sur la pertinence d'une telle approche. Face au modèle actuel qui peinent à faire ses preuves, l'une des meilleures façons de lutter contre la solitude n'était-elle pas en réalité de promouvoir le lien social ?

« Vivre sous le seuil de pauvreté quand on a plus de 60 ans »

Petits frères des pauvres (Les), 09/2024, 168 p.

<https://www.petitsfreresdespauvres.fr/sinformer/actualites/vivre-sous-le-seuil-de-pauvrete>

Les constats sont alarmants, après s'être stabilisé pendant plusieurs années autour de 8 %, le taux de pauvreté des personnes âgées est en hausse depuis 2015 pour atteindre aujourd'hui les 11 % et jusqu'à 18 % pour les aînés vivant seuls.

En 2024, on estime à environ 2 millions les personnes de 60 ans et plus qui vivent sous le seuil de pauvreté (fixé à 1 216 € pour une personne seule).

Le minimum vieillesse, l'allocation destinée aux personnes âgées aux retraites les plus faibles, est à 1 012 € c'est-à-dire plus de 200 € inférieur au seuil de pauvreté.

L'injuste prix de notre alimentation : quels coûts pour la société et la planète ? 2024, 92 p.

<https://www.civam.org/ressources/thematiques-groupes/alimentation-thematiques->

Faisant le triple constat que notre modèle alimentaire actuel pousse à la dégradation de la condition de vie des personnes, à la détérioration croissante de la santé publique et des écosystèmes dont nous dépendons, Le Secours Catholique, le réseau Civam, Solidarité Paysans et la Fédération Française des Diabétiques ont fait appel au bureau d'étude Le Basic pour établir un rapport chiffré et enrichi de nombreux témoignages de terrain : "L'injuste prix de notre alimentation".

Les quatre organisations y dénoncent un système qui bloque structurellement la résolution de la triple équation de l'accessibilité sociale, de la durabilité de notre alimentation et de la juste rémunération des producteurs. Elles démontrent notamment que le prix que l'on paie pour se nourrir ne reflète en aucune manière les coûts pour la société, et invite à repenser en profondeur notre système alimentaire ainsi que la façon dont il est soutenu, notamment par les pouvoirs publics. Les quatre associations pointent 30 pistes concrètes pour garantir un accès équitable à une nourriture de qualité, tout en assurant un revenu décent pour les agriculteurs et en respectant les limites planétaires, et invitent à dépasser collectivement les clivages, à prendre conscience des enjeux et à opérer un sursaut démocratique salutaire.



Pour aller plus loin...



Sites internet

démocratieS, le média critique de la participation

« Le média démocratieS a été créé en 2023 sous l'impulsion de l'ICPC, Institut de la Concertation et de la Participation Citoyenne, avec des partenaires associatifs et publics. Nous pensons que la démocratie est au cœur des autres sujets, que son état et sa vivacité détermineront les transitions à venir... »

<https://democraties.media/>

Bibliothèque des Initiatives RH

Les initiatives RH, sélectionnées par la DGAFP, font l'objet de fiches détaillées, décrivant le projet et sa genèse, les difficultés rencontrées et les moyens mis en œuvre. Les documents de travail (cahier des charges, calendrier des étapes, méthodologie, livrables, rapport d'évaluation, description de l'investissement mobilisé ...) sont mis à la disposition des professionnels RH afin d'être partagés et mutualisés dans un cadre inter-fonctions publiques.

[Les initiatives RH | Bibliothèque des initiatives RH \(fonction-publique.gouv.fr\)](https://fonction-publique.gouv.fr/)

La Base du numérique d'intérêt général

Qu'est-ce que La Base du numérique d'intérêt général ?

- Une base de connaissances
- Un espace de partage et d'échanges
- Un outil de présentation, de valorisation de vos productions, et de partage de votre expérience

<https://labase.anct.gouv.fr/>

LABSOLU, Laboratoire d'Innovation Publique de la Région des Pays de la Loire

propose « L'innovation publique : un guide pratique pour agir différemment »

<https://fr.calameo.com/read/002150178c5e448cf3d1d>

Territoires audacieux, 2019

Territoires-Audacieux.fr est dédié à la valorisation des initiatives à impact positif issues des collectivités publiques. Son objectif ? Mettre en lumière tous ceux qui osent, sur leur territoire, mettre en place des projets innovants....

<http://www.territoires-audacieux.fr/>

Territoires conseil

Base d'expériences de la Banque des Territoires (Caisse des dépôts)

<https://www.banquedesterritoires.fr/collectivites-epl>

La 27^{ème} Région

<http://www.la27eregion.fr/>

LaBase, laboratoire d'innovation publique en Nouvelle-Aquitaine, porté par le Secrétariat Général pour les Affaires Régionales (SGAR), la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DREAL), le Département de la Gironde et Bordeaux Métropole.

<https://www.facebook.com/LaBaseNA>

M3 La prospective de la Métropole de Lyon

<http://www.millenaire3.com>



Pour vous permettre d'approfondir certaines thématiques, le réseau des documentalistes du CNFPT vous propose des Lettres d'Information Documentaire mensuelles. Ces lettres, au nombre de 14, traitent des informations relatives aux différents champs de l'action publique locale

Vous avez la possibilité de vous y abonner gratuitement sur le Wikiterritorial du CNFPT en cliquant [ici](#)

[Retour sommaire](#)



Cette Lettre d'Information Documentaire est réalisée par le réseau des documentalistes du CNFPT

Certains articles ne sont accessibles en ligne que sur abonnement.

Pour toute question, vous pouvez vous adresser à l'équipe du Centre de Ressources Documentaires de l'Inset Angers en écrivant à l'adresse suivante : documentation.insetangers@cnfpt.fr

[Retour sommaire](#)

Bulletin documentaire

Edité par l'INSET, rue du Nid de Pie, CS 62020, 49016 Angers Cedex 1
www.cnfpt.fr

Directrice de publication : **Alexa Rouez**

Responsable du centre de ressources : **Bérangère Guillet**

Conception et réalisation : **Bérangère Guillet, Marie-Christine Marchand**

Tél. : 02 41 22 41 46

© 2024 CNFPT/ INSET D'ANGERS

[Retour sommaire](#)